



### **Décision n° 2018-385**

Autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
en cœur de Parc national

Le directeur de l'Établissement public du parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour et les modalités 29, 31 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la demande présentée le 21 septembre 2018 par Madame BEGIN-DUCORNET Jane,

Considérant que la demande consiste à réaliser des prises de vues destinée à illustrer deux conférences animées par Madame BEGIN-DUCORNET, réalisées à la demande du Musée départemental des Merveilles,

Considérant à ce titre que la demande entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour,

Considérant les qualifications reconnues des demandeurs et leur expérience du site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, supposant une très bonne connaissance de celui-ci et de ses enjeux de préservations,

Décide :

#### **Article 1 :**

Madame BEGIN-DUCORNET Jane, préhistorienne et maître de conférences au Muséum national d'histoire naturelle, et Monsieur BEGIN Alain, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés à réaliser des prises de vues dans un cadre professionnel, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

## Article 2 : dates ou période autorisée(s)

La présente autorisation est accordée du 20 septembre au 20 octobre 2018, sur la partie sud du site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe au niveau de la zone XIX (roches des groupes I, III et IV).

## Article 3 : circulation des personnes dans la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe

Pour les besoins exclusifs des prises de vues et en application à la réglementation n° 2013-09, les bénéficiaires sont autorisés à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public au sein de la zone réglementée.

La présente autorisation est strictement individuelle ; elle n'autorise pas l'accompagnement de tierces personnes ni l'encadrement de groupes en-dehors des sentiers balisés de la zone réglementée.

## Article 4 : circulation et stationnement des véhicules terrestres motorisés sur les pistes d'accès à la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les pistes d'accès à la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe.

Le cas échéant, les bénéficiaires prendront l'attache des prestataires dûment autorisés pour accéder au site en véhicule motorisé.

## Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons

5.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel ou des gravures rupestres, de quelque manière que ce soit.

5.2. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

5.3. Les prises de vues aériennes à moins de 1000 m du sol en cœur de parc national ne sont pas autorisées par la présente décision.

## Article 6 :

6.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies, la mention suivante : « photographie réalisée dans le parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Pour chaque gravure photographiée, les bénéficiaires sont tenu de transmettre gratuitement un de leurs clichés les plus représentatifs (copies) dans un délai de 2 mois à échéance de la présente.

6.3. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre exclusif des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), hors utilisation sur les réseaux virtuels et sous réserve de la mention obligatoire « © BEGIN Jane »

Toute utilisation commerciale fera l'objet d'une convention financière entre le bénéficiaire et l'Établissement public.

6.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.



Article 7 :

Les bénéficiaires devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne :

- l'interdiction d'introduire des chiens ;
- l'interdiction d'utiliser des appareils d'amplification sonore ;
- l'interdiction d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- l'interdiction d'abandonner tous détrit.

Article 8 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'activité.

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises au titre de cette réglementation ou auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 10 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 26 septembre 2018



Le Directeur du  
Parc national du Mercantour

**CHRISTOPHE VIRET**